

# Rwanda, un discours qui semble vouloir clore la critique contre la France

Emmanuel Cattier

Mediapart Blog, 30 mai 2021

**Après le discours d’Emmanuel Macron à Kigali les attentes des rescapés et des associations qui les soutiennent en France se précisent**

Après le discours d’Emmanuel Macron (1) au mémorial de Gisozi au Rwanda, des rescapés se sont exprimés. Le lieutenant-colonel Guillaume Ancel s’est exprimé en parlant de la demande subtile d’excuses d’Emmanuel Macron comprise par la culture rwandaise (2). Des associations comme Survie et le CP-CR, collectif des parties civiles pour le Rwanda, se sont aussi exprimées en disant leurs déceptions (3).

Le discours d’Emmanuel Macron me laisse dans l’embarras. J’ai été très touché par certaines de ses formulations et son émotion palpable dans sa dignité. Pourtant, soit il ouvre vraiment une nouvelle façon d’aborder le génocide des Tutsi en France, soit, plus vraisemblablement

à mon avis, il espère fermer définitivement tous les non dits en les laissant à la discrétion de quelques chercheurs. Ainsi, le monde politique français pourrait désormais politiquer tranquillement, à l’image du bureau ”En marche” de l’Assemblée nationale, présidée par un macroniste ex-socialiste, qui a refusé d’ouvrir les archives de la Mission d’information parlementaire sur le Rwanda de 1998. Les députés français ont donc des choses à cacher aux Français. Rappelons que, contre les usages, cette Mission d’information était présidée par un socialiste, vice-présidée par un communiste qui a refusé de signer le rapport, et dont les deux rapporteurs étaient socialistes.

La culture rwandaise a certes des subtilités dans l’expression orale qui ont beaucoup d’importances, et, depuis le génocide, comme avant mais d’une autre manière, un fort ancrage dans la culture chrétienne et les ré-

flexions sur le pardon, qui permettent aux rescapés du génocide d'entrevoir une offre d'excuse à travers la formule contournée d'Emmanuel Macron, *"Seuls ceux qui ont traversé la nuit peuvent, peut-être, pardonner... nous faire le don, alors, de nous pardonner"*. Mais les rescapés sont aussi très influencés par la culture occidentale dans laquelle l'offre franche et directe de présentation d'excuses, comme l'ont déjà fait la Belgique, les États-Unis et le Pape François, était attendue. A plus forte raison, cela aurait dû être le cas de la France.

D'autre part, Emmanuel Macron dans la conférence de presse qui a suivi son discours (4), a justifié cette non présentation d'excuse directe par le soucis, entre les lignes, de ne pas trop mécontenter certains, très probablement dans son esprit la classe politique, la haute fonction publique et le milieu militaire français. Les génocidaires et leurs complices rwandais et français s'en sont certainement réjoui : ils pourront dire qu'il ne s'est pas excusé de ce qui n'existerait pas !

Je suis aussi témoin que la façon dont Emmanuel Macron a exprimé la souffrance des rescapés montre qu'il s'est vraiment intéressé à cette douleur humaine. C'est sans doute pour cela que le président rwandais a estimé que *"son discours était plus que des excuses"*. Les rescapés l'ont senti. *"C'est un homme"*. Cette expression semble avoir une significa-

tion particulière dans la bouche des rescapés : il nous a compris, il a pris ses responsabilités, il a accepté dignement de dire des vérités sur les responsabilités de la France, devant nous au pays. Mais on sent bien qu'on aimerait au Rwanda que certains "détails" soient reconnus.

Comme citoyen français, je ne peux pas, cependant, accepter l'absolution en bloc des services de l'État et implicitement du fonctionnement constitutionnel et administratif de la France, dont étaient parties prenantes les responsables des décisions qui ont conduit à une complicité de fait : renforcer ceux qui préparaient puis accomplissaient un génocide, dont on connaissait clairement et à temps les intentions génocidaires, et s'abstenir de contrer efficacement leur projet alors qu'on avait la capacité de rendre ce génocide impossible. Pire encore, continuer de soutenir concrètement ce régime génocidaire replié dans le Kivu au Zaïre/RDC, après le génocide constaté par le monde entier, ce qui est devenu une des sources importantes de la déstabilisation actuelle de ce pays.

Des ministres français de droite et de gauche ont eu l'outrance extrême d'essayer ensuite pendant des années de saper les efforts de reconstruction du Rwanda, avec un entêtement particulièrement odieux, complice et minable, mais "glorifié" par 27 ans de campagnes politiques men-

songères, dont rien ne dit qu'elles sont terminées. Les symboles les plus ostentatoires de cette campagne mensongère, sont clairement le livre anti-tutsi, anti association Survie et anti journalistes véritablement indépendants de Pierre Péan en 2005 et l'ordonnance délibérément fantaisiste d'un juge soi-disant "antiterroriste" en 2006 contre les autorités rwandaises qui aboutirent à une rupture des relations diplomatiques par le Rwanda.

L'expression achevée d'un de ces ministres - ministre peut ici se contracter en "monstre" (il suffit de remplacer un i par un o et de supprimer l'autre) -, *"je ne veux pas m'incliner devant un mémorial pour ne pas céder à l'instrumentalisation du génocide"* (5), illustre parfaitement ce cynisme complice du crime et négationniste. De ce point de vue le discours d'Emmanuel Macron me semble paradoxalement faible et décevant, alors que sa présence même à Kigali au mémorial de Gisozi dément fortement l'expression de ce ministre, mais sans le dire là encore. Il craint manifestement leur influence. Cela justifiait pourtant une présentation d'excuses explicite au minimum.

On doit cependant souligner qu'Emmanuel Macron a montré une analyse claire du génocide des Tutsi et de son négationnisme, mais il faudrait que cela se traduise en France de façon très concrète, sans rester

uniquement au plan philosophique. *"C'est là que les athéniens s'atteignirent"* ou pas ! Notre démocratie, si fervente de ses maîtres athéniens de l'antiquité, est prisonnière de ses faiblesses et de son manque de volonté politique de juger les responsables.

Selon nos principes démocratiques, ce manque de volonté politique vient clairement de notre magistrature. Ce n'est pas uniquement une question de moyens. Est-ce que, oui ou non, notre magistrature va se décider à poursuivre les présumés complices français dans le génocide des Tutsi. François Mitterrand n'était pas seul en France entre 1990 et 1995. C'est un peu facile de s'abriter derrière un mort dont la sanctification socialiste expierait la complicité dans le génocide, à moins que les socialistes singent les macronistes et se vautrent dans un "en même temps" ici totalement inacceptable et déplacé.

En France, seul "ON" est responsable de ces complicités dans le génocide des Tutsi. Comme dans une bande d'adolescents qui se montrent solidaires des responsables d'un méfait par leur silence. Personne, pas un seul procureur, pas un seul juge d'instruction n'a le courage de ses responsabilités républicaines pour mettre en question institutionnellement les présumés responsables français, comme les cadres qui leur ont obéi bêtement sans aucune critique citoyenne. Le conseil constitutionnel n'a pas le

courage de prendre la mesure des dysfonctionnements de la République française qui ont facilité cette dérive criminelle dans une complicité dans un génocide. Somme-nous un pays d'inconsistants ? un pays d'hypocrites ?

Je ne nomme personne, car "ON" sont protégés par nos lois de la presse sur la diffamation, servilement interprétées quand il s'agit de la complicité de Français dans le génocide des Tutsi au Rwanda, à qui nous avons confié l'autorité par notre élection ou par notre acceptation de leur engagement professionnel. Malheureusement, je n'ai pas assez de courage pour payer de fortes sommes, à nouveau et à leur place, en les nommant (6). J'espère que vous me le pardonnerez. Mais par contre je n'ai pas à m'en excuser car je ne suis pas responsable de cette situation.

## [Notes :]

(1) Discours d'Emmanuel Macron au Rwanda : <https://www.youtube.com/watch?v=ha3WVYj1RSE>

(2) Rwanda : des excuses faites "avec subtilité" pour l'ancien colonel français, Guillaume Ancel, TV5 monde, 28 mai 2021.

(3) A Kigali, Emmanuel Macron

a manqué son rendez-vous avec l'Histoire, *Survie*, 27 mai 2021. Le président Macron au mémorial de Gisozi : un discours plein de compassion mais pas de repentance, *CPCR*, 27 mai 2021.

(4) Conférence de presse de Paul Kagame et Emmanuel Macron : <https://www.youtube.com/watch?v=GPMLmxljfMw>

(5) Je l'ai entendu moi-même à la radio au Rwanda à l'été 2001 - un membre du gouvernement de Lionel Jospin sous la présidence de Jacques Chirac. Soit 6 ans après le discours de Jacques Chirac au "Vel'd'Hiv" sur la Shoah. J'ai d'ailleurs remarqué que les discours sur la collaboration de la France dans la Shoah se sont généralisés un an après le génocide des Tutsi, comme si la classe politique française voulait se dédouaner du génocide des Tutsi à travers la dénonciation de Vichy et échapper ainsi à ce que le staff de Médecin sans frontières appelait "un problème international majeur" dans un document interne en commentaire de sa rencontre avec Mitterrand en juin 1994 à propos de l'implication de la France dans le génocide des Tutsi. Chassez le naturel et il revient au galop !

(6) Génocide des Tutsi du Rwanda : la France n'est-t-elle pas coupable ? dans mon blog sur *Médiapart*.